

Courchesne, appuyée par le Ministre des finances, entend poursuivre les hausses de frais cumulées de 500\$ à l'université dès le mois de mars. Des études prévoient déjà que le premier dégel bloquera la poursuite des études postsecondaires de 6000 à 13000 étudiantEs de plus annuellement. Un sacrifice honteux qui renflouera les coffres des universités d'un maigre 95 millions de dollars. Rappelons que depuis 2000, le gouvernement s'est privé de plus de 10 milliards de dollars en procédant à de multiples baisses d'impôts.

Contre le dégel, pour la gratuité : Charest, ton gouvernement a assez duré

Le prétendu consensus évoqué par la ministre n'est qu'un leurre : la coalition contre la privatisation et la tarification des services publics, récemment mise sur pied, compte déjà plus de 55 membres provenant des milieux syndical et communautaire, représentant ainsi des centaines de milliers de personnes s'opposant aux visées des libéraux. À combien d'attaques sabrant l'accessibilité aux services publics doit-on s'attendre?

Le gouvernement cherche à faire payer les frais de la crise économique aux étudiantEs. Nous ne payerons pas pour leur crise, nous n'effacerons pas leur déficit. Pour le gouvernement Charest et ses prédécesseurs, tous les prétextes sont valables pour allonger la facture aux moins nantiEs alors que les politiques économiques des vingt dernières années ont laissé sans le sous l'État québécois. La ministre de l'Éducation entend faire payer ceux et celles qui sont, encore une fois, carrément dans le rouge alors que les responsables de la crise continuent de profiter de la protection fiscale du gouvernement.

Courchesne, appuyée par le Ministre des finances, entend poursuivre les hausses de frais cumulées de 500\$ à l'université dès le mois de mars. Des études prévoient déjà que le premier dégel bloquera la poursuite des études postsecondaires de 6000 à 13000 étudiantEs de plus annuellement. Un sacrifice honteux qui renflouera les coffres des universités d'un maigre 95 millions de dollars. Rappelons que depuis 2000, le gouvernement s'est privé de plus de 10 milliards de dollars en procédant à de multiples baisses d'impôts.

Contre le dégel, pour la gratuité : Charest, ton gouvernement a assez duré

Le prétendu consensus évoqué par la ministre n'est qu'un leurre : la coalition contre la privatisation et la tarification des services publics, récemment mise sur pied, compte déjà plus de 55 membres provenant des milieux syndical et communautaire, représentant ainsi des centaines de milliers de personnes s'opposant aux visées des libéraux. À combien d'attaques sabrant l'accessibilité aux services publics doit-on s'attendre?

Le gouvernement cherche à faire payer les frais de la crise économique aux étudiantEs. Nous ne payerons pas pour leur crise, nous n'effacerons pas leur déficit. Pour le gouvernement Charest et ses prédécesseurs, tous les prétextes sont valables pour allonger la facture aux moins nantiEs alors que les politiques économiques des vingt dernières années ont laissé sans le sous l'État québécois. La ministre de l'Éducation entend faire payer ceux et celles qui sont, encore une fois, carrément dans le rouge alors que les responsables de la crise continuent de profiter de la protection fiscale du gouvernement.

Courchesne, appuyée par le Ministre des finances, entend poursuivre les hausses de frais cumulées de 500\$ à l'université dès le mois de mars. Des études prévoient déjà que le premier dégel bloquera la poursuite des études postsecondaires de 6000 à 13000 étudiantEs de plus annuellement. Un sacrifice honteux qui renflouera les coffres des universités d'un maigre 95 millions de dollars. Rappelons que depuis 2000, le gouvernement s'est privé de plus de 10 milliards de dollars en procédant à de multiples baisses d'impôts.

Contre le dégel, pour la gratuité : Charest, ton gouvernement a assez duré

Le prétendu consensus évoqué par la ministre n'est qu'un leurre : la coalition contre la privatisation et la tarification des services publics, récemment mise sur pied, compte déjà plus de 55 membres provenant des milieux syndical et communautaire, représentant ainsi des centaines de milliers de personnes s'opposant aux visées des libéraux. À combien d'attaques sabrant l'accessibilité aux services publics doit-on s'attendre?

Le gouvernement cherche à faire payer les frais de la crise économique aux étudiantEs. Nous ne payerons pas pour leur crise, nous n'effacerons pas leur déficit. Pour le gouvernement Charest et ses prédécesseurs, tous les prétextes sont valables pour allonger la facture aux moins nantiEs alors que les politiques économiques des vingt dernières années ont laissé sans le sous l'État québécois. La ministre de l'Éducation entend faire payer ceux et celles qui sont, encore une fois, carrément dans le rouge alors que les responsables de la crise continuent de profiter de la protection fiscale du gouvernement.

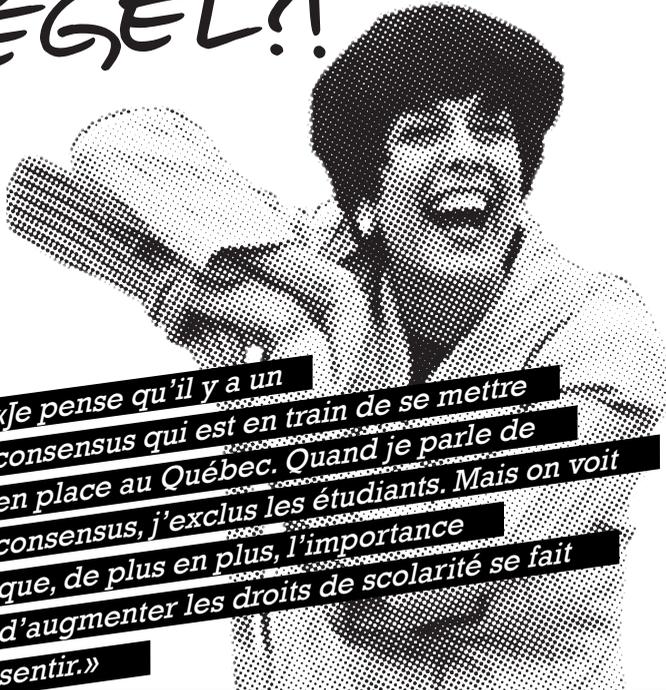
Courchesne, appuyée par le Ministre des finances, entend poursuivre les hausses de frais cumulées de 500\$ à l'université dès le mois de mars. Des études prévoient déjà que le premier dégel bloquera la poursuite des études postsecondaires de 6000 à 13000 étudiantEs de plus annuellement. Un sacrifice honteux qui renflouera les coffres des universités d'un maigre 95 millions de dollars. Rappelons que depuis 2000, le gouvernement s'est privé de plus de 10 milliards de dollars en procédant à de multiples baisses d'impôts.

Contre le dégel, pour la gratuité : Charest, ton gouvernement a assez duré

Le prétendu consensus évoqué par la ministre n'est qu'un leurre : la coalition contre la privatisation et la tarification des services publics, récemment mise sur pied, compte déjà plus de 55 membres provenant des milieux syndical et communautaire, représentant ainsi des centaines de milliers de personnes s'opposant aux visées des libéraux. À combien d'attaques sabrant l'accessibilité aux services publics doit-on s'attendre?

Le gouvernement cherche à faire payer les frais de la crise économique aux étudiantEs. Nous ne payerons pas pour leur crise, nous n'effacerons pas leur déficit. Pour le gouvernement Charest et ses prédécesseurs, tous les prétextes sont valables pour allonger la facture aux moins nantiEs alors que les politiques économiques des vingt dernières années ont laissé sans le sous l'État québécois. La ministre de l'Éducation entend faire payer ceux et celles qui sont, encore une fois, carrément dans le rouge alors que les responsables de la crise continuent de profiter de la protection fiscale du gouvernement.

ENCORE UN DÉGEL?!



«Je pense qu'il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec. Quand je parle de consensus, j'exclus les étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir.»

ACTION:

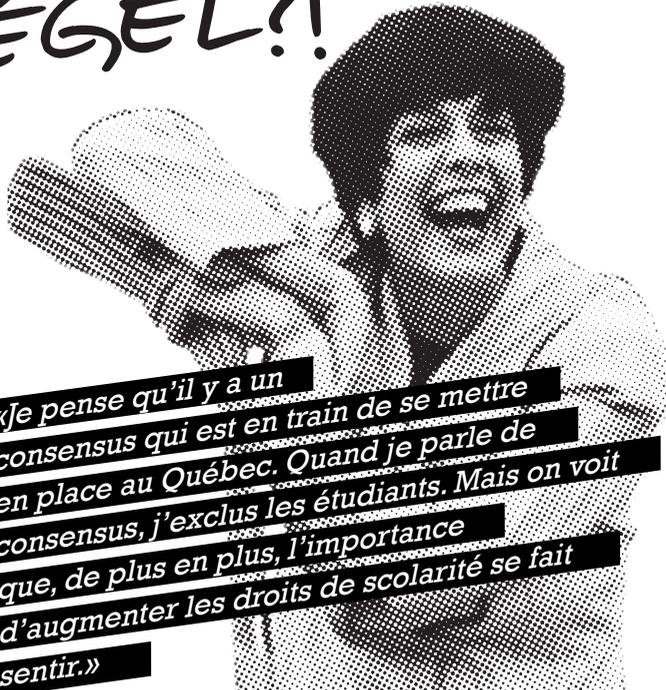
ENCORE UN DÉGEL?!



«Je pense qu'il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec. Quand je parle de consensus, j'exclus les étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir.»

ACTION:

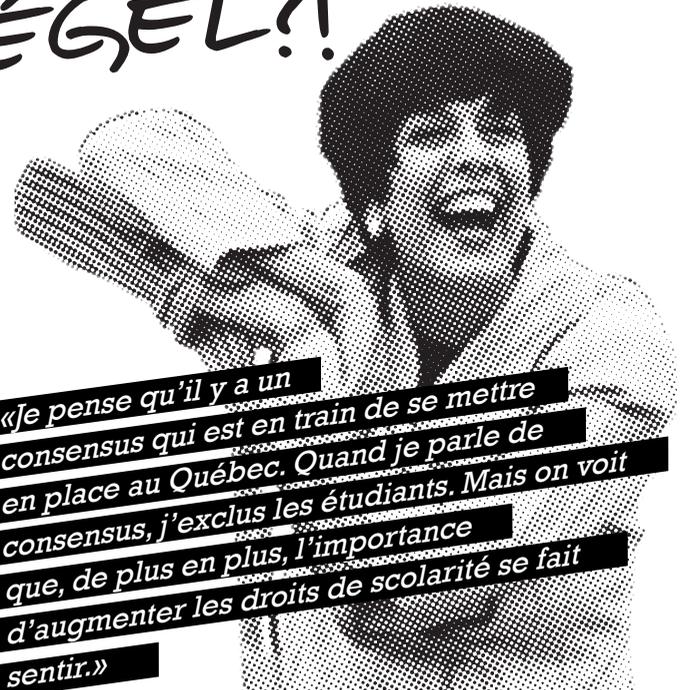
ENCORE UN DÉGEL?!



«Je pense qu'il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec. Quand je parle de consensus, j'exclus les étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir.»

ACTION:

ENCORE UN DÉGEL?!



«Je pense qu'il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec. Quand je parle de consensus, j'exclus les étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir.»

ACTION: